

L'analyse historique des tensions sociales au sud du Tchad de 1982 à nos jours

DJIMADOUMADJI Naidongarti

Université de Doba/Tchad

dnaidongarti@gmail.com

Résumé

L'étude a consisté à lire l'ébullition sociale au Sud du Tchad par le passé. La question posée est de savoir comment expliquer la crise sociale et économique au Sud du Tchad de nos jours par le passé des acteurs. L'objectif principal a consisté à identifier les origines religieuses, culturelles et politiques, lointaines de ces tensions actuelles. Il en ressort que les vives tensions sociales sévissant aujourd'hui dans la partie méridionale sont liées au passé culturel brutal et agressif de la coalition ethnique aux commandes du pouvoir actuellement. Ce groupe se dit avoir été lésé par le régime chrétien et est en train de se venger en considérant le Sud comme un butin. La politique gouvernementale va dans le sens de soutien à cette idéologie. Par ailleurs, la religion joue un grand rôle dans cette situation. Les Sudistes, christianisés, sont initiés à la résignation, tandis que les Nordistes, islamisés trouvent le terrain propice et vont fort pour le conquérir totalement et le plus tôt que possible. L'avenir de cette partie du pays reste sombre : soit il y a une conquête totale par le biais génocidaire, soit il y a réaction incendiaire avec une rupture.

Mots clés : analyses, crises sociales, histoire, Sud du Tchad.

Abstract

The study has consisted in analyzing social tensions in the south of Chad based on past events. The question is to know how to explain the current social and economic crises in the southern part of the country through the past of operators. The main objective has consisted in identifying the historical, religious, cultural and political origins of these current tensions. It results from it that the on-going social crises in the south are related to the brutal and aggressive cultural past of the ethnic coalition of the current authorities in power. These authorities say that they were badly treated by the Christian regime and they are revenging by considering the south to be a booty. The government polity aims at supporting this ideology. Moreover, religion plays a great role in this situation. Christian southerners are initiated into resignation, while northern Muslims are seizing this opportunity and they are seriously struggling to conquer all the south of Chad, and as soon as possible. The future of this southern part is gloomy: either there is a total conquest through genocide, or there is a inflammatory reaction through a rupture.

Key words: analysis, history, social crises, south of Chad.

Introduction

Depuis une trentaine d'années, les populations du Sud du Tchad ont du mal à vivre ensemble avec des gens venus des autres parties du pays. Pendant que le pays a retrouvé une période relativement pacifique, les tensions sociales se développent de façon outrageuse dans cette partie. Les ressortissants des provinces de cette partie du pays subissent des violences de différentes sortes. Ils sont victimes des crimes politiques, économiques, culturels, sociaux, et contre l'humanité.

Presque tous les jours, la presse diffuse des informations relatives aux massacres, aux vols de bétail, à la destruction de champs agricoles, à la dévastation de jardins, aux profanations de lieux sacrés, au non-respect des valeurs culturelles ancestrales, à la cherté de vie, à la marginalisation des Sudistes dans l'administration publique du pays, etc. Durant la dernière décennie, ces tensions socioéconomiques vont crescendo. Le vivre-ensemble entre chrétiens et musulmans est vraiment mis en mal. Le Tchadien ordinaire a du mal à comprendre cette dégradation sociale au Tchad, et surtout dans la partie méridionale. Les politiciens, quant à eux, donnent des explications politiques, tandis que les administrateurs voient en ces tensions, des manipulations politiques.

Dans ces tergiversations, un regard intellectuel est attendu. Une analyse historique est indispensable en vue d'éclairer la lanterne populaire. C'est dans ce contexte que notre réflexion nous conduit à l'analyse des tensions sociales en vogue de nos jours au Sud du pays. En marge du monde vulgaire, nous nous posons la question de la manière suivante : comment comprendre la crise sociale, politique et économique actuelle dans le Sud du Tchad par le passé ?

Pour répondre à cette question, nos objectifs consistent à rechercher :

- Les origines religieuses de ces tensions ;
- Les raisons politiques ;
- Les sources culturelles du mal de vivre au Sud du Tchad de nos jours ;
- Le poids de l'extérieur dans ces situations.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons eu recours à deux méthodes : synchronique et chronologique. Pour ce faire, nous avons croisé les sources orales, écrites et journalistiques.

1. L'état des lieux du mal vivre ensemble au Sud du Tchad

Les déboires des Sudistes commencent avec l'arrivée au pouvoir de Hissène Habré. Dès sa prise de pouvoir, il déploya des forces armées à la conquête du Sud. Ces forces étaient descendues avec l'esprit de vengeance contre les Sudistes qui s'étaient révoltés. Il y a fait régner la terreur. Les exactions menées contre les civils avaient suscité la naissance d'une opposition armée, farouchement anti-Hissène Habré. Ils sont surnommés Codos, diminutif de Commandos. À partir de septembre 1984, une période connue sous le nom de « septembre noir », une répression a visé les rebelles mais également la population civile accusée de complicité avec les Codos. Des dizaines, voire des centaines de personnes, sont massacrées. Des maisons, des greniers et des villages sont brûlés. Des animaux domestiques sont enlevés (Olivier Bercault, Read Broody et al, 2013, P).

L'arrivée au pouvoir d'Idriss Déby était applaudie dans tout le pays, mais le salut des Sudistes n'aura pas duré longtemps. Le 17 août 1992, suite à une incursion des Codos dans la garnison de Doba, les gardes républicaines avaient riposté en tirant dans la rue, dans les maisons, dans les écoles ; bref sur tout ce qui bouge. On dénombrait entre 50 et 60 morts, en majorité des civils. Dans le rang des gardes républicaines, il y a eu également des cadavres, mais, tous des Sudistes. Au même moment, des soldats sudistes en instance de déploiement avaient été exécutés à Boudouloum, localité située à 30 km au sud de N'Djamena (AMNESTY International, 1992, p.7).

En février 1993, une deuxième fois, la garde républicaine a commis des crimes à Goré, une Sous-préfecture du Logone Oriental, située à 95 km au sud de Doba. Des cases et des greniers étaient brûlés. On déplorait 45 civils morts (Amnesty Internationale, 1993, p.9). La *sudphobie* du régime Déby n'a fait que commencer. On aura vécu toutes les sortes de criminalité au Sud du pays. Les massacres perpétrés par les militaires sur les civils sont tellement répétitifs que nous ne pouvons tous évoquer ici.

La politique anti-sudiste se déchaîne sous plusieurs formes. Elle vise à les affaiblir et, en dernier ressort, à les asservir. Les stratégies vont de la vengeance à l'occupation du Sud en passant par la réduction numérique des Sudistes dans les rouages de l'Etat (Anicet B. Doumtoloum, 2003, p.6). L'*anti-sudisme* cultivé par la classe politique et l'*intelligensia* nordiste de nos jours, prend des propensions inquiétantes et présage la division du pays en deux, tel que ce qui s'est passé au Rwanda et au Burundi entre Hutu et Tutsi (Anicet B. Doumtoloum, 2003, p.6).

Les massacres sont de tous ordres : social, politique, économique et foncier. Sur le plan politique, la situation devient éhontée dans les dernières années. S'il faut réaliser un dénombrement réaliste de la population tchadienne, les Sudistes représenteraient 48 à 50%, mais dans les recrutements aux services publics, ils représentent rarement 15%. Dans l'administration et le gouvernement, leur pourcentage avoisine souvent les 10%, tandis que le Sud est le foyer des intellectuels (voir les décrets et Arrêtés de nominations).

Dans le domaine social, les ressortissants du Nord les considèrent comme des sous-hommes. Leur vie ressemble à celle des poulets aux yeux des musulmans. Les domestiques sont maltraités à volonté. Les champs sont devenus des domaines de pâturage. Lorsque les paysans essaient de chasser les troupeaux de leurs champs, ils sont attaqués à mort. Chaque jour, les médias font écho des cas d'assassinat dans les champs. Et, si le paysan se défend et réussit à assassiner son agresseur, tous les animaux du village sont enlevés par la complicité des autorités ou on incendie tout le village. Tel est le cas de Moïssala du 19 août 2023 (Radio FM Liberté du 21 août 2023). À Bagarwa dans le Mayo Kébbi-ouest, le Chef de Village qui gardait son champ est assassiné le 05 septembre 2023. Le jour suivant, deux jeunes hommes revenant de la place mortuaire sont lâchement abattus à Tikem (Radio Terre nouvelle du 06 septembre 2023). Les paysans ont été forcés de ce fait, à abandonner leurs travaux champêtres pour être à la merci de la famine.

Les conflits dégénèrent parfois sous la forme de génocide ou de pogrom contre des communautés. On peut citer parmi tant de cas, ceux de Goundi du 26 avril 2000 (Notre Temps n°19 du 8 au 14 février 2001, p.3), de Pala du 20 au 22 avril 2001, de Sandana en 2021, les

cas répétitifs dans le Département de la Nya-Pendé de 2023. Dans le Moyo-Kebbi ouest et les Monts de Lam, les rafles des hommes contre rançon sont devenues les moyens réguliers d'enrichissement des malfrats sans que l'Etat ne puisse s'impliquer réellement pour y mettre fin.

Sur le plan économique, puisque les Sudistes ont pour vocation l'agriculture et qu'ils en sont privés, il y règne de la famine, la pauvreté, bref, la misère. Les lois économiques sont dictées par les musulmans seuls. Ils fixent les prix des marchandises et les imposent. Ils imposent même le nombre d'animaux à abattre par jour en vue de réaliser un gros bénéfice³. Le dernier cas le plus navrant est le prix du carburant qui fluctue actuellement sous l'œil complice des autorités administratives et sécuritaires, entre 850 à 1500 selon la volonté des commerçants musulmans.

En ce qui concerne le foncier, on peut parler en termes d'expropriation ou d'accaparement des terres. Des centaines de milliers de paysans sont expropriés des terrains agricoles. Les éleveurs les empêchent de les labourer et occupent des milliers d'hectares pour le pâturage et finissent par les labourer aux dépens des natifs. Par ailleurs, ceux qui ont des moyens ou qui ont des hautes responsabilités s'en procurent sans le respect du droit foncier.

2. Les facteurs culturels

Les facteurs culturels renvoient à la connaissance de l'ensemble des populations vivant actuellement dans le Sud du Tchad. Il s'agit d'apprécier les différents acteurs de ces tensions dans leurs activités, leur mentalité. Cela concerne aussi bien les autochtones que les allogènes.

2.1- Les stéréotypes vindicatifs

Au Tchad, il existe des tribus ou des groupes ethniques qui ont naturellement la culture de la vengeance, au rang desquels l'on peut citer les Arabes et les Toubou. Il y a de cela plus de trois décennies que ce sont ces derniers qui sont à la commande du pays. Or, de 1959 à 1979, le pays était dirigé par les chrétiens du Sud. L'administration

³ Entretien avec Miguerbe Ortangar, Doba, le 21 mai 2021.

politique et militaire était dominée par les Sudistes qui avaient l'avantage d'avoir été nombreux à l'école coloniale (R. Buijtenhuijs, 1987, p.80). C'est à cet effet que les musulmans du Nord estiment avoir été maltraités par les ressortissants du Sud. C'est d'ailleurs le facteur le plus évoqué pour la formation du Front de la Libération Nationale (Folinat) (R. Buijtenhuijs, 1987, p.87).

Selon Robert Buijtenhuijs (1987, p.71), la guerre civile de N'Djaména du 12 février 1979 a pris aussitôt l'aspect d'un affrontement régional et confessionnel et elle a grandement élargi le fossé entre le Nord et le Sud ; fossé qui apparaît désormais, aux yeux de certains, comme très difficile, sinon impossible à oublier. Certaines sources ont estimé à 10000, le nombre de musulmans tués au Sud en contrepartie des Sudistes massacrés dans la région des musulmans. Ce chiffre paraît grossier au regard des autres sources. Jeans Latrémolière avance le nombre de 600 au Logone et 500 au Moyen-Chari, chiffre qui semble proche de la réalité.

À cela s'ajoute le sombre souvenir de la surprise des Forces Armées du Nord (FAN), lorsque Hissein Habré, alors Ministre de la Défense, décida en mai 1979 de mater les Sudistes, repliés chez eux, qu'il qualifiait de rebelles. Le 7 mai 1979, il a envoyé dans le Sud des troupes nordistes composées essentiellement des FAN, avec pour mission de ramener les dissidents à l'ordre. Malheureusement, elles se feront écraser à Pala le 31 mai avant de se réfugier au Cameroun. On dit que le Ministre a perdu une bonne partie de ses éléments dans cette expédition punitive qui tournera court (J. Ngansop, 1986 : 102).

Par ailleurs, la conquête du Sud du Tchad par les forces armées du Nord était arrivée à la suite des affrontements extrêmement meurtriers. Les prétendants conquérants de la zone l'avaient remporté au prix du sang. Ils y avaient perdu un grand nombre de combattants. En outre, beaucoup de témoignages rapportent la perte énorme dans le rang des FAN lors des moults traques des Sudistes qu'on appelait Codos, contraints à se rebeller dans la forêt. Ces combats ayant déjà eu la connotation vindicative, avaient sévi sous le pouvoir de Hissein Habré et aussi sous celui d'Idriss Deby⁴. Ce sont d'autres sources de rancune à venger. Ces histoires sombres étaient le clou rougi au feu, enfoncé

⁴ Entretien avec Djogo, Goré, le 20 avril 2018.

dans la plaie des musulmans. Elles ont nourri l'esprit de vengeance que les Sudistes chrétiens subissent dans leur propre fief depuis 1982 à nos jours.

Une fois le pouvoir conquis, il faut venger les meurtrissures du passé. Cette vengeance doit concerner tous les aspects. Il faut suffisamment tuer physiquement les *koufar*⁵ du Sud (P. Biarnes, 1970, p.306) ; il faut détruire leur économie et en arracher le pouvoir. Il faut les écarter du pouvoir politique et militaire. C'est ce qui se traduit dans les faits de nos jours. Juchés sur les aspects culturels (considération des paysans du Sud comme des êtres inférieurs, pour ne pas dire des esclaves) et religieux, les stéréotypes de vengeance méritent d'être considérés comme le facteur principal des désordres actuels au Sud du Tchad (Ladiba Gondeu, 2013, p.66).

2.2- L'influence culturelle des peuples envahisseurs issus du BET

Au BET (Borkou Ennedi Tibesti), il y a une multitude de tribus. On peut les regrouper en trois grands ensembles. Les Toubou, les Arabes et les Peuls.

Les tribus arabes sont réparties en deux catégories distinctives : les Arabes d'origine libyenne (blancs) et les Arabes noirs, venus du Soudan. Leurs principaux fiefs sont le Batha et le Wadi-fira (Biltine) (C. Baroine, 2003, p.14). Il s'agit d'un peuple naturellement migrant dont l'origine remonte à la Nubie. Ce sont de grands guerriers, mais qui n'ont pas fondé l'État. Ils aspirent à être indépendants. Doués dans la culture guerrière, ils ont l'habitude d'intervenir pour soutenir les États qui les respectent. Ils sont également à la base de la propagation de l'Islam (F. Reverdeau, 1997, P.31). Leur migration de la Tripolitaine (Libye) d'où ils sont chassés par les Tour vers le Sud remonterait à 1942. Dotés de moyens de guerre supérieurs, ils se sont imposés aux Toubou et ont réussi à s'installer dans le centre du pays avant d'envahir aujourd'hui le Sud du pays actuellement. Bref, l'on a affaire à des tribus envahisseuses, irrespectueuses vis-à-vis des peuples chez lesquels ils passent.

⁵ Terme que les musulmans du Tchad utilisent souvent pour qualifier les animistes et chrétiens du Sud du Tchad et qui fait allusion aux sous hommes et esclaves, autrement dit *dar al Abid*.

Le deuxième ensemble est celui des Toubou (Téda et Daza) que les colons européens ont surnommé Gorane. À cet ensemble, on peut assimiler leurs proches Bideyat et Zagawa qui occupent l'Ennédi et une partie du Ouaddaï. Ce peuple à une mentalité particulière. Il est fermé dans sa culture, car il ne se laisse pas vite influencer par des valeurs étrangères. Mais il est un grand aventurier et trop ouvert au monde extérieur. La preuve en est que les Toubou sont loin d'être des islamistes radicalisés (J. chapelle, 1982, p.263). Ils se marient par raft et ont la culture de s'enrichir par tous les moyens possibles. Dans leur passé, ils sont également de bons agropasteurs. Culturellement, ils ont été influencés par la domination arabe. Les administrateurs coloniaux décrivent les caractères négatifs des Toubou. Cette considération transparait dans le désarroi qu'exprime par exemple Jean Chapelle (1987, p.209), en poste à Nguimi à la fin des années 1920. Il écrit : « leur désordre nous apparaissait absolu, leurs querelles incompréhensibles, leurs vols d'animaux incessants et médiocres... ». Les Toubou se signalaient par leur indiscipline, leur individualisme, leur trahison et leur cupidité selon les descriptions de Mohammed El Tounsi (C. Baroine, 2001, p.62).

Le troisième groupe est celui des Peuls. Ils sont venus de l'Ouest et en particulier du Niger. Ce sont des éleveurs de bovins, typiquement nomades. Ils ont longtemps cohabité avec les Toubou et les Arabes. Il arrive souvent que les Toubou réagissent violemment contre ces derniers pour des raisons fourragères, mais vu que les Peuls sont des nomades aguerris dans la culture de guerre, ils se sont imposés à eux. L'orgueil et la turbulence chez les Toubou seraient liés à ce trio culturel également turbulent (C. Baroine, 2003, p.14).

De tout ce qui précède, l'on peut retenir que les trois peuples ont en commun, un ferme attachement à leur bétail au point que l'on pourrait affirmer qu'ils s'identifient à leurs animaux. Cela voudrait dire que, toucher à leur animal, c'est porter atteinte à leur vie. En outre, les Toubou et les Arabes ont en commun, le fait que, certains de leurs sous-groupes soient des agropasteurs. Dans les deux groupes, il existe des castes, notamment celles des forgerons, des esclaves et des artisans. Les éleveurs se veulent la catégorie supérieure que les autres, d'où le non-respect à l'égard des autres (Reverdeau, 1987, p.33).

Avant la colonisation, les trois ensembles avaient, d'une manière ou d'une autre, la culture esclavagiste. Ils venaient parfois rafler les non-musulmans au Sud du Tchad. Mais l'ensemble limite ses pouvoirs d'influence au niveau de la zone sahélienne. Par le biais de la paix relative qui accompagnait la colonisation européenne, quelques rares habitants descendent par le nomadisme ou par le biais politique au Sud, mais ils n'ont aucune influence particulière sur les populations méridionales. Cette affluence continue à l'ère de l'indépendance, mais toujours faiblement jusqu'en 1979. À partir de cette année de troubles politiques et sociaux, les mouvements politico-militaires dominés par ces trois ensembles se coalisaient pour arracher le pouvoir politique détenu jusqu'alors par les ressortissants du Sud.

L'analyse à faire à partir de ce bref récit est que ces trois ensembles qui se sont côtoyés pendant plusieurs siècles, détiennent le pouvoir de 1982 à 2023, soit 41 ans. C'est une génération et demie. Cela suffit largement d'ancrer des mécanismes culturels. Ce sont des gens doués de la culture de rapt, de guerre, de vol, ainsi que de la culture pastorale au mépris du paysannat considéré comme le travail des esclaves. Ce sont des hommes avides de s'enrichir par tous les moyens, des islamistes qui ont les rênes du pouvoir depuis 41 ans. Ce sont 41 ans de pouvoir des narcissiques, des turbulents, qui ont en tête la culture de vengeance, la culture de conquête de territoire (Ladiba Gondeu, 2013, p.7).

Les conséquences d'un tel régime sont prévisibles dans le Sud du Tchad qui a une culture largement différente (C. Baroine, 2001, p.160). Cette partie du pays est pendant 41 ans, gérée comme une terre conquise, une terre des peuples inférieurs, un butin. Par conséquent, l'influence culturelle des peuples envahisseurs, venus du Nord est à l'instar des autres facteurs, indubitablement l'une des sources des tensions sociales au Sud du Tchad. Les gens de culture pastorale qui trouvent des gens affaiblis sur de vastes terres de pâturage. La fin est ce qui se vit de nos jours.

3. Les stigmates religieux

La religion a un triple impact sur la société tchadienne de la zone méridionale. Il y a l'action visant la docilité des peuples et la division que mènent le christianisme et l'action islamiste.

3.1- *L'impact du paganisme*

Les habitants de la partie méridionale du Tchad sont des paganistes avant l'arrivée du christianisme dans les années 1930. Cette foi ancestrale a persisté jusqu'à une période récente (environ 30 ans). Le paganisme, croyance en des dieux divers, s'associant au totémisme et à des pouvoirs magiques. Le paganisme constituait le bouclier de ces peuples. C'est l'ensemble des croyances auxquelles on se soumet et sur lesquelles on compte pour la défense et pour résoudre les différents problèmes auxquels l'on se heurte. Les dieux, les totems et la magie étaient la solution à tous les problèmes économiques, sanitaires et le bouclier contre les invasions ou agressions extérieures. L'efficacité de ces croyances et de ces pouvoirs tenait de la rigueur de l'initiation qui était le cadre de gouvernance de ces ancestralités. Mais le paganisme est progressivement enterré au Sud du Tchad par le prosélytisme chrétien (J. Chapelle, 1982, p.127).

Le christianisme a quasiment anéanti ces ancestralités il y a déjà un quart de siècle. Les totems sont méconnus, les dieux sont oubliés et les pouvoirs magico-religieux sont ignorés. Le christianisme est en train d'enterrer tout, mais il n'a pas le pouvoir nécessaire de protéger les nouveaux convertis. Presque la totalité de la population croit en Dieu céleste par le biais du nom de son fils Jésus Christ. Mais ce Dieu en trois personnes (Trinité) ne défend pas physiquement et en temps réel. Les nouveaux chrétiens sont exposés (J.L. Triaud, 1985, p.26).

3.2- *L'influence du christianisme au Sud du Tchad*

Le christianisme, dans son sens global, a un triple impact sur la population soudanienne du Tchad. Il crée une société abandonnée à elle-même. Il désolidarise et endort.

3.2.1- *Les Sudistes convertis et abandonnés à eux-mêmes*

Pour expliquer l'abandon des peuples du Sud du Tchad, il faut rappeler que cette partie était à un doigt de la conquête islamique. N'eut été la

colonisation qui a ouvert le chemin au christianisme, les habitants de cette partie, animistes jusqu'à cette échéance, subissaient des prémices de l'islamisation au point d'y être convertis totalement avant les années 1950. Ce fut la colonisation qui a arrêté la saignée des rafles esclavagistes qui étaient des moyens de contrainte à la conversion à l'islam, au Sud du Tchad (P. Dalmais, 1969, p.34).

Malheureusement, la France qui est la puissance colonisatrice du Tchad détestait à certains égards, les actions chrétiennes dans sa colonie. Pour justifier cette argumentation, citons les propos de deux administrateurs coloniaux au Sud de cette colonie à l'endroit des missionnaires chrétiens. Le Général Fourreau déclarait à propos des missions chrétiennes :

Si l'on veut faire quelque chose de profitable et durable dans les pays traversés par la mission saharienne, il faut s'attacher avec soin à éloigner partout, les missionnaires chrétiens quelles que soient les églises auxquelles ils appartiennent. L'action des missionnaires a toujours été néfaste dans nos colonies (...) Il est mille fois préférable de laisser les populations de nos colonies diverses, pratiquer en paix leurs religions respectives. On doit leur éviter les ennuis que leur causent toujours les effets du prosélytisme des missionnaires chrétiens (Mahamat Saleh Yacoub, 2005, p.23).

Par ailleurs, un autre commandant en poste à Fort Archambault dit au missionnaire catholique, le père Calloch : « Mon père, j'admire votre courage et votre zèle, mais vous oubliez une chose très importante, c'est que le Tchad est un pays musulman... Sachez-le bien, la France n'a pas besoin des missionnaires ici » (Mahamat Saleh Yacoub, 2005, p.23).

Eu égard à ces citations, la France catholique ayant colonisé le Tchad, a d'emblée adoubé les musulmans pour ses actions coloniales au détriment du christianisme. Elle aura soutenu dans cet élan, les musulmans dans leur ambition de dominer les chrétiens.

Ainsi, les chrétiens du Sud du Tchad ne bénéficient que du soutien spirituel du monde chrétien et surtout du monde catholique. Ils ne bénéficient pas facilement du soutien des puissances politiques et militaires de rang mondial. Ils deviennent impuissants devant les

actions islamistes. De nos jours, le Sud n'a plus de leaders reconnus. Ses hommes politiques sont souvent déconsidérés et servent d'otages dans les camps nordiste et sudiste. Ils sont à la merci de Dieu. Ils attendent pour la plupart de temps un « sauveur » de l'extérieur. Ils sont politiquement passifs. Les Codos, qui se constituent souvent, n'ont aucun projet politique. Ils sont l'«écume » d'un sud sinistré en état d'ébullition. Le désastre, voire le génocide, était déjà prévisible dès 1979 (J.L. Triaud, 1985, p.26).

3.2.2- Le christianisme, opium et facteur divisionniste des populations du Sud

Au Tchad, le christianisme est arrivé trois décennies après les premières conquêtes coloniales. Il a commencé à s'implanter et à faire ses preuves en 1929. Dans la partie centrale et septentrionale du Tchad, l'expansion du christianisme a été arrêtée par la dynamique musulmane, présente depuis plusieurs siècles déjà. Le terrain de prédilection libre du christianisme reste la partie méridionale.

Ainsi, à partir de 1929, le christianisme s'est enraciné et a pu se répandre largement. D'année en année, il gagne par centaines et par milliers la foi des animistes du Sud. Le fond de son message est la crainte de Dieu. Dans l'enseignement de la crainte de Dieu, domine le message de la tolérance, de l'amour du prochain, de la non-violence et l'abandon de l'idolâtrie (Makiko Saïko, 2007, p.33).

Après un siècle environ d'évangélisation, plus de 90% des habitants du Sud sont convertis au christianisme. Par cette conversion massive, certaines personnes sont devenues pieuses, dociles et non-violentes. Elles abandonnent leur culture guerrière ou de chasseurs armés. Ces peuples se débarrassent progressivement de leurs croyances traditionnelles qui furent leurs armes de défense et de guerre. L'administration militaire et politique exploite cette docilité pour gouverner aisément la région. Le christianisme et l'islam se font face sur le même terrain. Par ailleurs, les chrétiens sont partagés entre deux idéologies : catholique et réformistes. La solidarité au Sud du Tchad a ainsi pris un sérieux coup et se trouve en fracas (Notre Temps, n°1005, 1995, p.4). Bref, les chrétiens du Sud sont à la merci de Dieu.

3.3- Les manœuvres islamistes

Pour rappel, l'islam est entré au Tchad d'abord par l'Ouest de l'Afrique au XI^e siècle, ensuite et par l'Est et le Nord. À l'Est surtout, où son développement a été rapide, il est arrivé par le Soudan sous l'influence de l'Égypte. Par conséquent, les peuples du Tchad, ayant semblé homogènes culturellement à l'époque précoloniale, sont, au XIX^e, sérieusement opposés par l'islam. Les bastions de l'islam sont : le Ouaddaï, le Kanem Bornou et le Baguirmi. Seuls les peuples vivant en-deçà du 10^e parallèle sud ne sont pas encore islamisés, mais ils sont désormais considérés comme des esclaves à chasser. Ils ont été sauvés par la colonisation européenne au début du XX^e siècle (J.C. Zeltner, 1978, p.18).

De par le ralliement rapide des non-musulmans du Sud du Tchad à la colonisation et leur scolarisation massive, ces derniers avaient eu l'opportunité de gagner le pouvoir administratif. Par cette occasion, ils ont pu stopper l'islamisme esclavagiste. Les descendants des réservoirs d'esclaves d'hier deviennent les gouvernants des nobles musulmans d'hier, situation que ces derniers trouvent inadmissible. Et, comme l'islam est un phénomène mondial, les musulmans ne doivent pas laisser longtemps ce privilège aux non convertis du Sud.

Le peuple du Tchad peut supporter la dictature musulmane dans n'importe quel pays musulman, surtout chez les frères soudanais. Il peut vivre sous cette domination si toutefois il y a dictature et domination mais ne peut pas le faire sous celle d'un gouvernement colonialiste, corrompu, servant les sionistes et les Juifs, ennemis de Dieu et de la nation musulmane⁶ (Marita Toglo Allah, 1997, p.59).

Les musulmans ont formé, à cet effet, un front contre le pouvoir détenu injustement par les fils d'esclaves. Ils forment une branche armée de l'islamisme à partir du Soudan, dénommée « Front de Libération National » (Frolinat). Le but est de détrôner les chrétiens au pouvoir et de combattre l'occidentalisme. Les déboires du pouvoir dominé par les ressortissants du Sud commencèrent. L'on en est arrivé à la guerre

civile du 12 février 1979. La 1^{ère} retombée était le massacre des chrétiens. Ces massacres se sont poursuivis de part et d'autre.

Les clivages nord-sud et chrétiens-musulmans, ne correspondant à aucune réalité, se sont accentués à partir de cette guerre. Pour cause, nommé Premier ministre à l'issue de l'accord de Benghazi, Hissène Habré mobilisa autour de lui les musulmans et les poussa contre leurs compatriotes chrétiens et animistes. Il a dû déclarer à la grande mosquée de N'djamena « Qu'avec lui, aucun Nordiste ne baisserait la tête devant un Sudiste ; qu'il les représente et qu'il lutterait jusqu'au bout. La foule applaudissait, et le lendemain, le muezzin appelait à la guerre sainte »⁷ (Neldjita Dono Horngar, 2007, 2^{ème} Colloque, p.326).

Le 07 juin 1982, le manipulateur des musulmans Hissène Habré, a atteint son objectif : celui de prendre le pouvoir. Les conséquences étaient fâcheuses dans le Sud du Tchad. La porte était grandement ouverte aux islamistes. De force, les musulmans ont occupé de grands domaines dans les terroirs des chrétiens qui sont massacrés et poursuivis jusqu'à leurs dernières cachettes. Néanmoins, l'islamisme a été temporisé, car, après être assis sur le trône, Hissène Habré a récusé l'islamisme arabisant (J.M. Balandier, 1996, p.205). La poussée islamiste aura été vraiment en marche avec le régime d'Idriss Déby (Karine Bennafla, 2000, p.83). Sous ce long règne, des foyers islamistes prolifèrent dans le pays. Le régime désarmait progressivement tous les Sudistes. Par conséquent, soutenus par le pouvoir et les musulmans du monde, les peuples qui propageaient de l'islam, avaient la main libre pour utiliser les moyens extrémistes afin de réduire les non-musulmans du Tchad au silence ou au néant. L'alternative pour eux était de regagner le rang des musulmans ou de le faire disparaître. Les malaises sociaux au Sud étaient en grande partie issus de ce phénomène islamique (J.L.Triaud, 1985, p.26).

4. Les facteurs politiques

Les facteurs politiques s'expliquent par le rôle des gouvernants et l'influence de l'extérieur. Il s'agit de montrer en quoi la gouvernance

et les jeux des pays voisins et amis contribuent aux crises que traverse le Sud du Tchad.

4.1. Les gouvernants détracteurs des Sudistes

Il n'est pas un secret de noter que le Sud chrétien se plaint d'être maltraité et massacré par l'administration constituée en grande partie des Nordistes. C'est malheureusement la réalité sur le terrain. Deux cadres théoriques permettent d'expliquer cela.

D'une part, une coalition d'individus originaires de la même région a réussi à monopoliser le pouvoir, l'économie et empêche d'autres groupes d'accéder de manière équitable aux ressources nationales. De ce fait, une ethnie ou un groupe d'ethnies est marginalisé, laissé pour compte et donc, scandaleusement exclu des affaires publiques.

D'autre part, une parentale d'individus succombe à la tentation de promouvoir une « ethnie-Etat » ou une « ethnie-gouvernement ». Les crises qu'un tel système provoque peuvent déboucher sur des tragédies. Dans un cas comme dans l'autre, l'idéologie forçant de façon volontariste toute nation (le désir de vivre ensemble), n'est plus partagé par toutes les composantes de la population (Gali Ngothé Gata, 2007, 2^e Colloque, p.131).

Au regard de ce cadre théorique, l'on doit noter que la population tchadienne du Sud est prise en otage. La coalition des ressortissants du BET a, sous le régime Déby, réussi à s'accaparer de tous les pouvoirs. Excepté le domaine judiciaire qui leur a échappé pendant longtemps, les domaines administratif, économique et militaire sont monopolisés par cette coalition. Aux dernières années, ils ont le pouvoir de tuer librement, d'imposer des valeurs économiques au Sud. Ils sont libres de fixer, eux seuls, l'orientation de la vie politique à leurs seuls intérêts. Les postes administratifs civils (Gouverneurs, Préfets et Sous-Préfets), les commandements militaires (Commandants de Légion, Chefs de brigades, Commissaires, Chefs de postes, officiers de police judiciaire), les régies financières, sont d'office à eux (Crisis Group, 2008, p.6). Par conséquent, ils ont le pouvoir de faire tout ce qu'ils veulent des habitants du Sud du Tchad.

Au vu de cette chaîne administrative, tous les Sudistes sont désarmés. À l'antipode, les armes circulent librement entre les mains des

commerçants et des éleveurs, qui sont généralement les ex-combattants du Frolinat. À l'issue de la démobilisation de 1993, 13000 hommes (en majorité sudistes) sont déflatés à cause de la pléthore, mais le nombre double encore, soit environ 60.000 hommes, issus en grande partie du BET. Ceci accorde le troisième rang africain au Tchad, après le Nigéria (73000 hommes) et l'Afrique du Sud (63000 hommes) (Crisis Group, 2008, p.6).

L'illustre exemple est la cherté de vie, en l'occurrence, le prix de carburant de 2022 et 2023. Les tensions sociales en marche actuellement sont incontestablement liées à cette logique.

Ces crises prennent de l'ampleur parce que l'Etat tchadien semble se cacher derrière l'Islam. C'est ce penchant qui amène l'Archevêque métropolitain de N'Djamena, Mr Mathias Ngartéri, à dire : « Nous pensons qu'en ce qui concerne la séparation des religions de l'Etat, il y a un danger que l'Etat se serve des religions à des fins politiques. Mais il est aussi dangereux que les religions se servent de l'Etat pour s'imposer et attenter aux droits et aux libertés des autres » (Lakideu Gondeu, 2004, p.125). Et, à Mayanu Nguingue d'affirmer : « Tout laisse croire que l'Etat tchadien est partie prenante dans la propagation de la foi islamique » (Lakideu Gondeu, 2004, p.125).

En plus de la culture guerrière des occupants venus du Nord, notamment celle des Arabes et des Toubou, il faut ajouter deux faits majeurs considérés comme des erreurs politiques graves de Ngarta Tombalbaye et de Kamougué. Pour contrer les menaces de la rébellion formée par le Frolinat, Ngarta Tombalbaye(en 1968) et le Général Wadal Abdel Kamougué (en 1980-1981) avaient signé un compromis avec les Arabes Missériés (connus par leur tradition de guerre). (Zakinet, 2016, p.119).

Par ces deux occasions, les Arabes étaient fortement armés et ne seraient jamais désarmés jusqu'à nos jours. Et, par les deux accords, ils avaient la permission de s'installer librement avec leur bétail dans la zone méridionale du pays. Ils avaient la protection des autorités du régime de Ngarta Tombalbaye et du comité permanent. Ils se sont sédentarisés. Vu la longueur des années passées dans la zone, ils se considèrent comme les natifs du Sud et donc aucune personne ne peut prétendre les renvoyer. Néanmoins, jusqu'à la fin des deux premières

décennies du régime de Déby, ils ne sont pas agressifs. Ils s’alignaient souvent derrière les Sudistes contre les nomades transhumants. Ils réglèrent à l’amiable leurs différends avec les paysans⁸.

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont pris une vraie dimension politique et militaire à la fois car leurs protagonistes utilisent désormais des armes de guerre et le règlement de ces conflits relève de nos jours essentiellement des chefs d’armée. L’immixtion de ces derniers dans ces types de litiges exacerbe les particularismes nord-sud (Crisis Group, 2008 ; p.7). L’un des événements marquant en ces jours, pendant lesquels nous écrivons ces lignes est celui de Bessama, situé à 5 km à l’Est de Doba. Le 20 août 2023, alors que les éleveurs transhumants se sont installés dans les champs des paysans, dévastant des hectares de cultures, lesdits paysans disant ne pas vouloir que le sang coule, ont fait appel au Comité de médiation. Pendant que les deux parties dialoguaient sous la supervision du Comité pour arriver à un arrangement amiable, un éleveur a appelé le Sous-préfet qui, à son tour, a appelé le Préfet. Ce dernier a envoyé *illico presto* des gendarmes, arrêter les cinq chefs de village concernés. Ils les ont enfermés et sommés de payer 100000 francs chacun (Radio La Voix du Paysan du 22 août 2023).

Dans ces genres de situation, un paysan a déclaré par exemple : « Ils nous agressent et nous ruinent, mais les autorités administratives et militaires de la place nous forcent à la soumission parce qu’eux, les éleveurs, ont de l’argent et le pouvoir » (Notre Temps n°018, 2001, p.7). Avec la prise du pouvoir par les combattants du Frolinat qui dirigent le pays dans un seul sens jusqu’à nos jours, les répressions de contestataires sudistes ne doivent pas étonner.

4.2- L’influence des pays étrangers

Après avoir analysé les facteurs internes, il convient de s’interroger sur le rôle joué par les pays limitrophes ou amis dans les conflits sévissant au Sud. L’influence extérieure s’exerce dans plusieurs domaines : politique, religieux, économique et culturel.

Sur le plan politique, il faut souligner le soutien matériel et le refuge. Parlant du refuge, les pays voisins ont de tout temps joué le rôle de

⁸ Entretien avec Abba Moussa, Doba, le 18 avril 2017.

cache pour les Sudistes pendant les moments difficiles. Face aux répressions et aux exactions répétées au Sud, ce sont les territoires du Cameroun, de la RCA et du Nigéria qui ont permis à ces derniers de se sauver. Le territoire centrafricain est également le seul territoire qui constitue la base-arrière des formations rebelles au Sud Abdoulaye (Abdoulaye Abakar Kassambara, 2021).

Par contre, plusieurs pays ont beaucoup contribué pour rendre tout-puissants les compatriotes venus du Nord pour faire régner leur domination sur les Sudistes. Il s'agit notamment de la RCA, du Soudan, de la Libye, du Nigéria, de l'Algérie et de la France (Karine Bennafla, 2000, p.80). Leur contribution consiste en la fourniture des moyens logistiques et l'engagement des hommes dans le rang des combattants. Les armes viennent d'abord du Soudan où les rescapés de septembre 1963 ont pu aisément s'installer à cause de leurs rapports affectifs avec les maîtres du pays. Les armes expédiées du Soudan, comme celles qui arrivent de la Libye ou de l'Algérie, ont pour destination le Frolinat, le 1^{er} groupe politico-militaire contre le pouvoir des Sudistes (Notre Temps n°1001, p.3).

Après la désobéissance du premier Président Ngarta Tombalbaye à l'égard de l'Elysée, la France tourne le dos au Sud où il y a beaucoup d'intellectuels perturbateurs pour s'appuyer sur les Nordistes, moins scolarisés et faciles à manipuler pour gérer sa colonie. Elle leur accorde tous les soutiens à cet effet (Crisis group, 2008, p.9). La dernière preuve est l'envoi d'urgence des forces françaises à l'extrême Sud (Goré) en juin 2023 lorsque les rumeurs d'imminentes actions de la rébellion formée par les Sudistes en territoire centrafricain circulaient.

En ce qui concerne le rôle des hommes, retenons l'affirmation de Abba Siddick, l'un des fondateurs du Frolinat qui disait : « De tout temps, les forces du Frolinat ont été composées pour un bon tiers des gens de la RCA (parmi lesquels beaucoup de commerçants), pour un bon tiers des gens du Soudan et un bon tiers des gens de l'extérieur » (R. Buijtenhuijs, 1987, p.110 et 125). Abba Siddick lui-même est un étranger : sa mère est de la Centrafrique et son père du Soudan. Il est l'un des hommes politiques qui incarnent le mieux les contradictions de la société tchadienne (Marita Toglo-Allah, 1997, p.60). Ces genres de personnalité, il y en a beaucoup dans les arènes du pouvoir.

Sur le plan religieux, on peut citer le cas du Soudan. L'arrivée d'Idriss Déby au pouvoir en 1990 a également coïncidé avec une tendance à la radicalisation de l'Islam tchadien. Le séjour prolongé de certains membres du MPS au Soudan, la fréquentation d'un Islam imprégné d'idéologie *tourabiste* et les liens politiques tissés avec le pouvoir de Khartoum, semblent avoir libéré, dans un premier temps, les initiatives des responsables islamiques qui ont installé un imam soudanais à la grande mosquée de N'Djamena. Ceux-ci encouragent une politique de conquête de la terre par des achats systématiques de terrains destinés à l'implantation de très nombreuses mosquées sur l'ensemble du territoire, y compris le Sud du pays (Crisis Group, 2008, p.8).

Pour le cas du Soudan, l'on peut ajouter l'implication de l'Algérie et de la Libye, qui soutiennent les musulmans contre les chrétiens, au nom de la lutte contre l'impérialisme (Moussa Michel, 2000, carrefour n°005, p.7).

Conclusion

Les tensions sociales et politiques sont plus fréquentes dans tout le Tchad, mais le cas du Sud est le plus récurrent et tragique. En ces derniers jours, il ne se passe pas un jour sans que l'on ne parle d'accrochages, de tueries, de dévastations, de vol de bétail. Le jugement de ces affaires paraît difficile. Souvent, les mêmes auteurs de troubles récidivent et sèment les mêmes dégâts à plusieurs reprises. Les tensions sont vives et profondes mêmes. L'on en est presque au bord d'une explosion sans que les hautes autorités ne s'en émeuvent. L'historien n'est pas un décideur, mais son produit intellectuel a un rôle à jouer dans de telles circonstances. C'est dans ces circonstances que notre réflexion nous conduit à cette décision d'analyser la situation d'un point de vue historique. Au point du départ, nous nous sommes posé la question de savoir : comment comprendre la crise sociale, politique et économique qui sévit actuellement au Sud du Tchad par le passé.

Pour répondre à cette question, nous avons passé au crible de l'analyse, le passé politique, culturel et religieux de ces deux mondes en face. Il ressort de cette étude historique que les crises se sont exacerbées par la combinaison de plusieurs facteurs historiques :

l'application de l'idéologie du Frolinat dosée par l'esprit de vengeance des régimes dirigés par les chrétiens de 1959 à 1979, l'islamisme, la déconsidération des peuples du Sud, toujours vus comme des descendants d'esclaves, le pouvoir politique dominé par les gens de culture pastorale et de mentalité traditionnellement agressive, la considération de l'agriculture comme le travail des esclaves.

Il ressort de ces facteurs que le vivre ensemble va très mal de nos jours et présage un avenir sombre. Depuis 1982, les violences faites aux autochtones du Sud sont insupportables (Karine Bennafla, 2000, p.84). Cette situation a été décrite de manière très explicite par Nadjikimo Bénoudjita dans son article intitulé « Tchad, futur Rwanda ». Selon lui, le maillage de la zone méridionale est achevé. Comme des poissons, les Tchadiens du Sud sont pris dans le filet, quadrillés par une armée de domination. Etouffés dans leurs revendications par une administration de potentats féodaux au service du prince. Les populations méridionales, désarmées (...), sont abandonnés à leur triste sort. Ce sont plus de six millions de Tchadiens de la zone méridionale, qui sont en train d'être dépossédés de leur terroir, chassés de chez eux par des procédés de « l'Irgoun et de la Sten israéliens qui ont réussi à chasser les Arabes palestiniens de chez eux à la veille de la création de l'Etat d'Israël », selon les propres termes de Nadjikimo Bénoudjita (2001, P.12).

Le scénario est devenu classique. Dans la brousse, des éleveurs armés poussent à bout les agriculteurs avec leurs bétails. La moindre réaction de légitime défense est un prétexte pour des répressions disproportionnées. S'en suivent des rixes, des assassinats, des braquages et des incendies des villages. Au tribunal, l'agriculteur a rarement raison. Si, une fois, on lui donne raison, il est difficilement dédommagé. Généralement, il s'en tire avec une peine d'emprisonnement et une forte amende à payer (Nadjikimo Bénoudjita, 2001, p.12). Béyem Roné impute cette situation à l'idéologie du Frolinat et dit que son bilan qui commence depuis sa victoire de 1979, est globalement négatif dans tous les secteurs de la vie nationale (Moussa Michel, 2000, Carrefour n°05, p.7).

Pour Jean Louis Triaud, depuis 1979, le Sud est en position de faiblesse. Habitué de longue date à la soumission (armée, église

missionnaire, culture de coton), dépourvu de traditions étatiques précoloniales, le Sud a servi de support principal à la colonisation. Sa classe politique, habituée sous le régime néo colonial à quémander et à se servir, a plongé le pays dans une crise. Aujourd'hui, la crise les touche de plein fouet au point d'en arriver à un génocide (J.L. Triaud, 1985, p.26).

Le lendemain de ces tensions actuelles est hypothétique. Pour Bélyem Roné, la solution à ces problèmes du mal vivre ensemble réside *in fine* dans l'instauration du fédéralisme qui permettra à chaque entité tchadienne de s'administrer soi-même pour mieux se promouvoir (Moussa Michel, 2000, Carrefour n°05, p.7).

Aussi, il faut noter que les vérités ressorties de cet écrit peuvent provoquer un choc à plusieurs variables :

- Conduire à un dialogue et à des discussions susceptibles de faire jaillir la lumière qui éclaire les identités tchadiennes diverses sans les rendre meurtrières ;
- Inspirer un brûlot qui risque de figer les contradictions et les exclusions par une perpétuelle confrontation ;
- La négligence de ces crises ou la poursuite des considérations des oppresseurs comme les éternels forts, conduira inexorablement, soit à une éventuelle cassure définitive un jour ou à la disparition totale des chrétiens du Tchad ; ce qui consacrerait le Tchad comme un pays purement musulman.
- Ce que les compatriotes musulmans doivent savoir, c'est qu'il ne serait pas facile de nos jours d'exterminer plus de 6 millions de personnes, beaucoup instruits ; il faut craindre le revers qui pourrait être très mauvais.

Bibliographie

Abdoulaye Abakar Kassambara, (2021), « Vie d'errance et crise identitaire des immigrés tchadiens musulmans en Centrafrique : le cas des retournés de Gaoui, au Tchad, de 2012 à 2019 » in Revue canadienne des études africaines, pp.609-633.

Balandier Georges (1996), *Tchad : trois décennies de guerre civiles*, Paris, Michelon.

Baroin Cathérine, 2001 "La contestation chez les Toubou du Sahara central", in *Etudes rurales*, 157-158, pp.159-172.

Baroin Cathérine, 2003 *Les Toubou du Sahara central*, Paris : Editions Vents de sable.

Biarnes Pierre (1980), *L'Afrique aux Africains, 20 ans d'indépendance en Afrique francophone*, Paris, Armand Colin.

Buijtenhuijs Robert (1987), *Le Frolinat et les révoltes populaires*, Paris, L'Harmattan.

Dangbé Zakinet (2016), « Les adaptations des éleveurs transhumants aux insécurités » in *Conflits et violences dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, IRD.

Doumtoloum B. Anice (2003), « Vingt ans de calvaire des Sudistes. A quand la fin ? » in *Notre Temps*, n°339 du 26 mars au 02 avril.

Gali Gothé Gatta, Ndia Karaki et al (2007), *Tchad, la grande guerre pour le pouvoir (1979-1980)*, N'Djamena, Centre Al- Mouna.

Karine Bennafla (2000), « Tchad : l'appel des sirènes arabes islamiques » in *Autre part* n°16, p.80-100.

Ladiba Gondeu (2004), *L'émergence des organisations islamiques au Tchad*, Mémoire de licence en sociologie, UCAC, Yaoundé.

Ladiba Gondeu (2013), *La dynamique d'intégration nationale : dépasser la conflictualité ethnique d'un Etat entre parenthèses*, <http://www.Sahelresearch.africa.ufl.edu>.

Magrin Geraud (2000), *Le Sud du Tchad en mutation : des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, thèse de Doctorat en Economie, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne).

Mahamat Saleh Yacoub, (2005), « Les débuts du christianisme au Tchad » in *Page d'Histoire*, N'Djamena, Centre Al-Mouna.

Makiko Saïka (2007), *Le développement par les ONG*, Mémoire de Maîtrise en sociologie, Université de Paris I, UCADES.

Marita Toglo Allah (1997), *Conflits tchadiens et ingérences étrangères*, Frankfurt, Peter Lang.

Nadjikimo Bénoudjita (2001), « Tchad, futur Rwanda » in *Notre Temps* n°019 du 8 au 14 février.

Ngangsop Guy-Jérémie (1986), *Tchad, 20 ans de crise*, Paris, L'Harmattan.

Bercault Olivier., Read Broody et al (2013), *La plaine de mort ou le Tchad de Hissène Habré (1982-1990)*, Human RightWatch, <http://www.hrw.org/fr>.

Reverdeau François (1997), *La population dans la région Chari-Baguirmi*, N'Djamena, Sepia.

Triaud, Jean-Louis (1985), « Le refus de l'Etat : l'exemple du Tchad » *in Esprit* n°100, pp.20-26 ;

Zeltner Jean-Claude. 1978, « Les Arabes du Tchad », *in Vivant l'Univers* n°316, p.18-31.

Rapport d'AMNESTY International du 20/12/1992, *Exécution extra judiciaire à Doba*, Londres, ETAI.

Journal Le Carrefour n°05, novembre-décembre, 2000.

Notre Temps n°019 du 8 au 14 février.

Notre Temps n°1001, 2001.